

- Saine gestion économique : niveau raisonnable de dépenses consacrées à la défense, politiques financières et monétaires responsables.
- Politiques sociales positives dont les priorités sont les suivantes :
 - allégement de la pauvreté;
 - reconnaissance et participation des femmes;
 - protection et soin des enfants;
 - santé et éducation.
- Finalement, un comportement responsable sur le plan international, par exemple, la non-prolifération des armements.

Ce sont là de belles idées, direz-vous. Mais comment le Canada, qui n'est qu'un pays parmi tant d'autres, peut-il provoquer cette révolution en principe et en pratique?

Nous ne pouvons y arriver par nous-mêmes, mais nous pouvons accorder notre appui et trouver d'autres appuis au mouvement de plus en plus important de ceux qui recherchent le changement et qui oeuvrent pour le concrétiser.

C'est pourquoi il peut s'avérer utile d'exprimer ses idées, de préciser clairement ses attentes, comme nous l'avons fait en Europe de l'Est, surtout lorsqu'il est manifeste qu'à la longue, nous n'en attendons pas moins des autres que de nous-mêmes.

Nous savons, pour être aux prises avec ces mêmes questions chez nous, que nous nous devons de toujours rester vigilants et de ne pas perdre de vue nos propres principes et priorités. Il ne peut y avoir deux poids, deux mesures.

Favoriser et appuyer le changement

Ces dernières années, nous avons instauré plusieurs nouveaux mécanismes destinés à privilégier et à appuyer les changements positifs. J'ai souligné la création par le Parlement, à titre d'organisme indépendant, du Centre international des droits de la personne et du développement démocratique.

Le lien entre la démocratie et le développement a donné lieu à des associations créatives entre les Affaires extérieures et l'Agence canadienne de développement international (ACDI), et a accru l'importance du rôle du précieux savoir-faire acquis par Élections Canada et des commissions électorales provinciales, telles que Élections Québec. La création du Fonds pour l'observation des élections est un exemple de mécanisme flexible qui répond aux nouveaux besoins des pays en développement. De même, le nouveau Fonds pour les droits de la personne à Sri Lanka permettra d'aider ceux qui se sont donné pour tâche de préserver